

Bienfaits méconnus : un peu d'inflation, ça fait du bien par où ça passe



De plus en plus de voix s'élèvent pour dire qu'il faut plus d'inflation, non seulement pendant les crises mais aussi en temps normal.

Avec Pascal-Emmanuel
Gobry

Il y a une idée très pernicieuse, répandue non seulement dans la population en général, mais aussi dans les milieux économiques : l'idée que l'inflation est toujours et partout mauvaise.

L'inflation est vue, au mieux, comme un mal nécessaire : la plupart des banquiers centraux ont un objectif d'inflation à 2%, l'idée n'étant pas qu'un peu d'inflation fait du bien, mais plutôt que la déflation est encore pire et qu'il faut une marge de sécurité. D'ailleurs cet objectif d'inflation ([sauf le Japon depuis un mois](#)) n'en est pas un : si l'inflation est un peu en-dessous de 2% un banquier central se félicitera, alors que si elle est un peu au-dessus il paniquera ; pourtant dans les deux cas il rate son objectif.

Pourtant de plus en plus de voix s'élèvent pour dire qu'il faut plus d'inflation, et non seulement pendant les crises mais aussi en temps normal.

Prenons déjà le contexte d'une crise comme celle que nous traversons à l'heure actuelle. Pourquoi est-ce que de l'inflation est désirable ?

D'abord parce que pendant une crise, **l'inflation est un outil anti-chômage**. Le mécanisme est le suivant : pendant une crise, les employeurs n'ont plus assez d'argent pour payer tous leurs ouvriers. Ils ont deux choix : ils peuvent payer leurs ouvriers moins, ou les licencier. A choisir, il serait mieux pour tout le monde de les payer moins, mais un mécanisme psychologique fait que les gens refusent le plus souvent les baisses de salaires. Donc on a des licenciements. Comment faire en sorte que les gens licenciés retrouvent des emplois ? En théorie, si le marché du travail fonctionne bien, il ne devrait pas y avoir de chômage : sur un marché, si on laisse le mécanisme des prix fonctionner, l'offre et la demande s'ajustent. Mais voilà, les salariés ne veulent pas ajuster leurs prix à la baisse. Un peu d'inflation permet de contourner ce mécanisme psychologique en faisant baisser les salaires en termes réels et en permettant aux ouvriers d'être réemployés.

Mais pour que les employeurs recrutent, il ne faut pas seulement que le travail soit moins cher. Il faut aussi que les employeurs aient assez de demande pour leurs produits pour justifier des recrutements. **L'inflation est un mécanisme de relance de l'économie parce qu'il donne envie de dépenser son argent vite**. Si un bien ou un service coûtera plus cher demain, autant l'acheter maintenant. Et donc l'inflation pousse à dépenser plus maintenant, ce qui relance l'économie ([le PIB n'étant après tout que la somme des dépenses effectuées en une année](#)).

S'il y a un point en commun entre les zones économiques en marasme aujourd'hui -Etats-Unis, Europe et Japon- c'est une relance faible et une inflation faible. Avec son inflation légèrement supérieure, les Etats-Unis se relancent plus vite que l'Europe, et le Japon mise sur l'inflation pour se relancer. L'exemple des années 30 est très clair : les pays qui ont quitté l'étalon-or et laissé filer leur

monnaie sont ceux qui se sont relancés, et ceux qui l'ont gardé sont restés dans le marasme.

Une récession est un problème au final très simple : les gens n'ont pas assez d'argent. C'est tout simplement ça, une récession. Une entreprise a des usines, mais pas assez d'argent pour y employer des ouvriers. Des ouvriers ont envie de consommer, mais pas assez d'argent pour acheter des produits. Si les gens n'ont pas assez d'argent, il faut leur en distribuer. On peut le faire par la politique fiscale, mais c'est problématique, alors que la banque centrale peut créer de l'argent à l'infini. Si on augmente suffisamment la quantité d'argent en circulation, on crée de l'inflation ; a contrario, si on n'a pas d'inflation, c'est qu'il n'y a probablement pas assez d'argent en circulation.

Dans le cadre d'une récession où l'insuffisance de monnaie crée une énorme souffrance humaine, l'argument inflationniste est évident. Mais il devient de plus en plus apparent que **même dans des circonstances de plein emploi il faudrait un peu plus d'inflation**. Pourquoi ?

Pour une raison simple : **une politique d'inflation faible rémunère les rentiers aux dépens des travailleurs et des entrepreneurs ambitieux**. En effet, si j'ai beaucoup d'actifs et qu'il y a peu d'inflation, il me suffit de rendements faibles pour bien vivre. Par contre, s'il y a un peu plus d'inflation, il faut que je sois plus ambitieux avec mes investissements, que je cherche à leur donner un rendement supérieur pour continuer à gagner de l'argent après inflation. Les bénéficiaires d'une inflation faible sont les prêteurs, les rentiers et les salariés avec une importante sécurité du travail mais peu de perspectives de croissance de leurs revenus. Les perdants sont les emprunteurs et les travailleurs marginaux qui voient leur capacité à trouver un travail réduite.

A contrario, une politique d'inflation plus élevée récompense les emprunteurs, les travailleurs et les investisseurs qui prennent plus de risque, aux dépens des diverses classes de rentiers.

Une politique d'inflation modérée est, au final, une forme d'assurance sociale. C'est une assurance sociale fournie aux membres les plus sûres de la société, et ce au détriment des moins sûres, et de manière invisible car cachée par le voile de l'argent. La politique monétaire de baisse constante de l'inflation pratiquée depuis 20 ans a eu les effets suivants : après chaque récession, la croissance économique est repartie, mais la croissance de l'emploi a été plus faible chaque fois. La banque centrale préfère risquer le chômage de masse que risquer l'inflation.

Et une politique d'inflation un peu élevée n'est pas mauvaise pour l'économie, au contraire : dans les années 1980, dont on se souvient comme un âge d'or économique aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, l'inflation tournait autour de 5%, taux qui serait considéré comme inacceptable aujourd'hui. **La seule raison pour laquelle un taux d'inflation de 2% serait préférable à un taux de 5% est idéologique** : on considère qu'il ne faut pas "punir les épargnants", sans considérer que si on ne punit pas les épargnants il faut bien punir quelqu'un d'autre, et que protéger les forts pour mieux punir les faibles n'est pas conforme à la justice.